

SOLIDARITÉ



OUVRIÈRE

Bureau confédéral

4 rue de la Martinique 75018 Paris

Tel/Fax : 01 40 34 71 80

bureau@cnt-so.org



Bulletin international

N° 7 Troisième et quatrième trimestre 2016

Un outil d'information internationale

I – Résistance citoyenne et prolétarienne

Notes sur le syndicalisme et la lutte sociale au Brésil

Message de la CNT SO à la FAU d'Uruguay pour le 60^{ème} anniversaire de sa création

La mémoire historique à Casas Viejas (province de Cadix)

Brefs extraits d'une interview de José Manuel Muñoz secrétaire général de la CGT

II – Répression étatique

Actions judiciaire contre le secrétaire général de la CGT de Catalogne et 26 personnes de l'UAB [Université autonome de Barcelone] juillet 2016

Témoignages sur les luttes des femmes de chambres de la CNT Solidarité ouvrière à Marseille

Très brefs bilan des luttes (mars-juillet) contre la loi travail El Khomri

I – Résistance citoyenne et prolétarienne

Notes sur le syndicalisme et la lutte sociale au Brésil

Ce pays de 8,5 millions de km² (le plus étendu du monde après la Russie, le Canada, les États-Unis et la Chine) et est composé de 26 États et a 210 millions d’habitants.

Le mouvement social se situe dans un contexte historique particulier. Il y a eu la dernière dictature militaire suscitée par la CIA directement depuis l’ambassade des États-Unis au Brésil en 1964, lorsque le président de la République annonça l’application d’une réforme agraire. La dictature militaire, jugeant que son rôle de destruction des “ennemis” du capitalisme était fini, abandonna progressivement ses fonctions en autorisant des élections sous bonne garde en 1985.

C’est pour ces raisons que les crimes de la dictature et leurs responsables, la réforme agraire sont des sujets qui demeurent tabous et absents dans les programmes des partis politiques actuels.

À la fin de la dictature le mouvement ouvrier réussit à créer une Centrale unique des travailleurs (CUT), à la suite de luttes intenses dans le pays à la fin des années 1970 et aux débuts des années de la décennie suivante. La CUT se déclarait “indépendante des patrons et des gouvernements, autonome vis à vis des partis, opposée à la structure syndicale aux mains de l’État [...] et pour une société socialiste. La subordination de la Centrale unique des travailleurs au Capital et à l’État n’est apparue qu’avec l’arrivée du PT à la présidence de la République en 2003. Ce fut un processus suivi durant toute la décennie des années 90, pendant lequel le parti des travailleurs a eu comme principal laboratoire l’expérience de conciliations de classes avec la CUT.¹” [Intersyndical <https://www.intersyndical.org.br/intersyndical/quem-somos>]

Il en découle que, globalement, le pouvoir et le gouvernement du parti des travailleurs a apporté fort peu de changements. Toutefois, il existe une amélioration dans le système universitaires avec une loi fédérale [obligatoire dans tout le pays] de 2013 sur les “quotas sociaux et raciaux [sic]”, pour les pauvres et les afro brésiliens.

Mais le poids de la dictature demeure. La majorité des Brésiliens voit ainsi leur situation: “[...] la liberté syndicale est assez limitée, parce qu’il n’y a pas de grande modifications du modèle syndical de Getulio Vargas [un dictateur inspiré par Mussolini, avec le syndicalisme unique et obligatoire du balayeur au chef d’entreprise], à peine changé sur quelques points ». Aujourd’hui “la possibilité qu’un travailleur puisse choisir un syndicat pour le représenter n’existe pas car la loi prévoit qu’il y ait seulement un syndicat comme base territorial pour chaque catégorie, selon un modèle ‘d’unicité syndicale.’”

Cela signifie que dans un État provincial, un syndicat représente uniquement un secteur professionnel. “[...] l’État impose un impôt, qui oblige le travailleur à payer cette contribution directement au syndicat.” [Rodrigues, Diego Augusto (2012) <http://www.egov.ufsc.br/portal/conteudo/sindicatos-no-brasil-forma%C3%A7%C3%A3o-e-constitucionalismo-sindical>]

La conséquence est la corruption générale, sans exceptions, de toutes les centrales syndicales (même si elles se présentent comme très rouges) et leur récupération, avec des exceptions, par les organisations patronales et l’État.

¹ L’analyse est tout à fait exacte, mais le groupe (formé en 2006) qui la présente, tout en se réclamant d’une pratique horizontale, dirige fortement les travailleurs.

Concrètement, il est extrêmement difficile de lancer des grèves et de les maintenir. Par exemple on a la grève récente des employés de banque en septembre 2016. À Puerto Alegre, les centrales bureaucratisées paient des gens extérieurs au syndicat pour coller des affiches et distribuer des tracts pour populariser la grève. Ils ont même été jusqu'à contacter le plus grand groupe capitaliste des médias, *O Globo*, en payant une somme astronomique pour une annonce sur la grève de 10 secondes à la télévision !

Cette attitude des bureaucrates concernait aussi la Centrale syndicale et populaire, ou CSP Conlutas" qui est un outil du Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU). Ces deux organes sont en proie à une crise avec une scission due à la conduite à suivre vis-à-vis du conflit entre les deux tendances néo libérales : PT et droit sans complexes.

Pour finir, on peut dégager trois courants :

-la combativité de toutes les catégories d'enseignants dans toutes les écoles, les collèges, les lycées et les universités des États provinciaux et de l'État fédéral. Les forces de l'ordre attaquent assez souvent des manifestations de protestations à coups de matraques, de tirs de balles en caoutchouc et de grenades asphyxiantes ;

-la combativité encore plus fortes des élèves, des lycéens et des étudiants avec des occupations pendant des semaines d'établissements scolaires et universitaires pour protester contre la fermeture de lycées et la privatisation galopante dans l'État de São Paulo (décembre 2015-janvier 2016; mars-avril avec des effets dans l'État de Rio de Janeiro). Actuellement, la PEC 241[Proposition d'amendement de la Constitution, N°241] une mesure prévue par le gouvernement antérieur (c'est-à-dire le PT et la droite, ensemble) et reprise par le président de la République Temer, consiste à geler tous les budgets de tous les ministères pendant vingt ans pour renflouer l'économie nationale ; seuls des réajustements auront lieu selon le taux de l'inflation.

Cette bêtise inouïe a déjà entraîné l'occupation de plus de 1.000 établissements scolaires dans tout le Brésil.

-la capacité de se situer dans les luttes horizontales syndicales et des exclus de groupes délibérément libertaires. C'est ce qu'on voit dans l'État de Rio Grande do Sul, à Puerto Alegre et plusieurs autres villes, avec la FAG, Fédération anarchiste gaucha (qui existe depuis 20 ans). Dans l'État de Rio de Janeiro, on note depuis environ 5 ans une activité multiple sans sectarisme sur le plan syndical (professeurs et étudiants), culturel et dans des favelas. Octobre 2016.

Message de la CNT SO à la FAU d'Uruguay pour le 60^{ème} anniversaire de sa création

En tant que membres de la confédération anarchosyndicaliste française, *Confédération nationale des travailleurs - Solidarité ouvrière*, nous saluons l'énorme travail réalisé par les camarades de la FAU, sur le plan du travail, du quartier, de la culture et de la lutte concrète contre la dictature militaire qui a ravagé le pays avec le Plan Condor des États-Unis, avec la participation de tortionnaires français , des armes d'Israël, etc.

Nous partageons cette ouverture sur la réalité sociale de la FAU, dont les membres vivaient et vivent avec les exploités, en partageant les mêmes inquiétudes, désirs et aspirations, afin de tenter de mener à bien des luttes qui pourront amener des améliorations réelles, en dépit de tous les obstacles du néo libéralisme. [...]

Nous considérons que l'internationalisme est fondamental pour faire connaître notre apport commun d'expériences actuelles et passées. En ce qui concerne le 80^{ème} anniversaire

de la Révolution libertaire et autogestionnaire en Espagne nous lançons des expositions et des débats au Brésil et en France. Et nous pensons en faire autant pour le centenaire de la Révolution des soviets libres et de la répression sanglante imposée aux travailleurs par la nouvelle classe dirigeante marxiste de Lénine, de Trotski et de Staline, jusqu'à son effondrement en 1991. Une répression actualisée par le néo libéralisme de Vladimir Poutine.

Nous suivons, donc, une voie avec des jalons qui peuvent nous réunir et nous souhaitons établir des liens durables entre nous.

Salutations anarchosindicalistes

Vive ceux qui luttent

Secrétariat des Relations internationales de la

Confédération nationale des travailleurs - Solidarité ouvrière

La mémoire historique à Casas Viejas (province de Cadix)

Un camarade la *CNT Solidarité ouvrière* a participé à la commémoration à Casas Viejas de la fusillade de l'anarchosindicaliste María Silva Cruz le 24 août 1936. Elle avait 21 ans et un enfant de 4 mois et les fascistes catholiques la tuèrent car elle était le symbole de la lutte des travailleurs agricoles.

Con la proclamation du communisme libertaire, en janvier 1933, dans son village de Casas Viejas, María Silva Cruz réussit très difficilement à échapper aux forces de répression du gouvernement républicain (composé d'Azaña centre gauche, de Largo Caballero socialiste et d'autres personnes de gauche) qui brûlaient vifs une demie douzaine de syndicalistes de la CNT et des membres de leurs familles, en abattant à bout portant une vingtaine de plus.

María Silva Cruz représentait le combat pour l'émancipation sociale contre la République bourgeoise et les putschistes de l'Espagne obscurantiste. C'est pourquoi elle a été assassinée et on fait disparaître sa sépulture jusqu'à aujourd'hui.

160 personnes, âgées et jeunes, des membres de la famille et des sympathisants ont assistés à cet hommage. Les historiens José Luis Gutiérrez Molina (grand connaisseur des luttes anarchosindicalistes) et José Luis Gutiérrez Baena (spécialiste de Casas Viejas)

La Mémoire historique consiste à reprendre le désir du combat pour un autre futur, la nécessité d'en finir avec l'exploitation sociale. C'est pour cette raison que, au nom de la *CNT Solidarité ouvrière*, un de nos camarades a déposé une couronne de fleurs en hommage à María Silva Cruz et à l'idéal que nous partageons.

Brefs extraits d'une interview de José Manuel Muñoz secrétaire général de la CGT

(Jairo Vargas *Público*, 01.05.16) Il dirige - même si ce n'est qu'officiellement, car dans ce syndicat on fait ce qui est dicté par l'assemblée - une centrale syndicale petite mais qui grandit peu à peu jusqu'à atteindre environ 100.000 adhérents. Les sigles de la CGT ne sont pas associés aux scandales de versements d'indemnités de chômages frauduleuses ou à des cartes bancaires opaques et des malversations pour la formation de chômeurs [allusions à la centrale syndicale socialiste UGT]. "Nous les syndicalistes, nous ne sommes pas tous pareils", souligne José Manuel. Les anarchosindicalistes le sont vraiment et ils veulent avoir de l'influence. C'est pour cela qu'ils ont scissionné de la CNT après la Transition. C'est un syndicat anarchiste qui se présente aux élections syndicales.

L'étiquette "anarchiste" entraîne généralement la peur et le rejet. L'attitude envers un délégué de la CGT dans une entreprise est-elle différente que par rapport à ceux d'autres syndicats?

C'est compliqué et c'est différent. Nous avons dû gagner tout un tas de procès contre des refus de candidatures de la CGT. Les tribunaux du travail ont déclaré que ces refus sont contraires au droit car ils s'opposent à la liberté syndicale. Ça a été très dur. Pour entrer dans certaines entreprises on a des situations complexes, avec des batailles bougrement fortes. Par exemple, avoir un délégué à Mercadona [chaîne du genre Leclerc] a été une des plus rudes, parce que la boîte ne veut pas que la CGT y soit. On a offert de l'argent à notre délégué pour qu'il s'en aille, une indemnisation sans commune mesure avec ce qui existe. Les entreprises savent comment nous nous conduisons et ce que nous faisons et beaucoup d'entre elles préfèrent avoir les CCOO [Commissions ouvrières] et l'UGT plutôt que nous. On a eu des moments difficiles, avec de nombreux obstacles depuis que nous avons commencé, après notre départ de la CNT. Mais aujourd'hui nous pouvons dire que nous sommes contents de ce que nous avons fait.

Les chômeurs et les jeunes forment deux groupes qui ne sont pas proches des syndicats. Est-ce qu'ils y en a dans la CGT ?

Nous avons plusieurs assemblées de chômeurs à Valence, León, Cadix... Ils sont bien accueillis parce qu'on leur donne des facilités. Quant aux jeunes, en réalité, ils ont un problème envers nous, car ils trouvent plus romantique d'aller à la CNT, mais, finalement, ils se retrouvent ici. Lorsqu'ils ont fini leur Études et qu'ils commencent à travailler, ils doivent s'organiser, et c'est nous, et pas la CNT, qui nous présentons aux élections syndicales.

Vous avez 5.000 délégués dans les entreprises en Espagne. Êtes-vous satisfaits ?

Pas mal. Voir que les autres perdent et que tu progresses, ça fait plaisir. Ce serait bien que l'envolée de la nouvelle politique ait aussi lieu pour le syndicalisme. En fait, tout le monde vote aux élections sans avoir à donner des explications à personne. Mais dans une entreprise on doit exposer à tout le monde pour quel délégué on vote et pour quel autre on ne vote pas. [...]

La mobilisation était élevée jusqu'à une date récente, à quoi attribuez-vous sa chute ?

Aux discours et aux gens qui ont utilisé cette mobilisation pour les joutes électorales. La question était de savoir si on est dans les rues ou dans les urnes, et nous disons dans les rues, parce qu'on n'abandonne pas les revendications quelles que soit la couleur du parti. Nous avons eu une grande discussion avec « Podemos » sur ce point. Quelque que soit celui qui gouvernera, s'il ne sent pas une pression, il ne fera rien. [...]

Vous êtes cheminot et, à la Renfe [chemins de fer espagnols], il y a assez souvent des grèves : qu'est-ce qui se passe ?

C'est un vaisseau amiral, une des dernières entreprises du service public. On veut la fractionner et la privatiser. C'est le moment de l'égorgeement. Je crois que l'industrie ferroviaire en tant que commerce est irréaliste, une pantomime. En outre, ce secteur a toujours eu des origines marquées et une tradition syndicaliste. On veut briser cette plaque de fer et nous faisons tout pour que l'entreprise reste dans le public. C'est un combat salutaire mais rude. [...]

Le chômage est une grande préoccupation pour les Espagnols et il tourne autour de 20%. Est-il possible d'avoir une ambiance de paix sociale avec un chômage aussi élevé ?

Il est probable que non. Il existe une forte économie souterraine qui permet à beaucoup de gens de subsister et tout le monde l'accepte. Jamais personne n'a cru au taux de chômage, ni quand il est haut ni quand il est bas. Les gens cherchent beaucoup de façons de survivre, c'est la seule issue qui leur reste et bien des administrations laissent faire les gens. C'est qui est une honte c'est d'être arrivé à six millions de chômeurs et que le gouvernement combatte les gens qui tente de vivre. S'ils ne le faisaient pas, on aurait des drames, on parlerait d'une révolution sociale terrible.

II – Répression étatique

Actions judiciaire contre le secrétaire général de la CGT de Catalogne et 26 personnes de l'UAB [Université autonome de Barcelone] juillet 2016

Le parquet demande une peine de 11 ans et 5 mois de prison contre le secrétaire régional de la Confédération générale du travail (CGT) en Catalogne, Ermengol Gassiot. Il exige également des sanctions similaires pour 25 étudiants de l'université autonome de Barcelone et un travailleur du personnel administratif de cette même université, qui était délégué des Collectifs d'assemblées de l'université (CAU-IAC).

Il s'agit de fait remontant aux années 2012 et 2013 lorsqu'il y avait des mobilisations étudiantes pour occuper en partie l'université. Gassiot était alors délégué syndical, membre du comité d'entreprise de l'université et professeur d'Archéologie.

C'est une nouvelle agression, comme la loi bâillon "Mordaza", contre les protestations sociales.

Témoignages sur les luttes des femmes de chambres de la CNT Solidarité ouvrière à Marseille

Patricia : « Je suis femme de chambre à l'hôtel Villa Massalia. C'est un hôtel quatre étoiles, où le nettoyage des chambres est sous-traité. Par ailleurs, je suis portugaise, d'origine capverdienne. Je suis syndiquée à la CNT-Solidarité Ouvrière depuis mai 2014.

Je me suis syndiquée car nous étions vraiment mal payées et il y avait des abus physiques et moraux. Mon contrat était de 69 heures par mois, c'est-à-dire 3 heures par jour, 5 fois par semaine. Mais parfois on travaillait 6 jours par semaine, et je travaillais en plus parfois 6, 7, 8, 9 heures par jour sans m'arrêter (pour pouvoir manger par exemple). Toutes les filles travaillaient dans ces conditions. On était obligées par pression de le faire.

De plus, il y avait des agressions physiques, des insultes, de la part d'une chef de site qui contrôlait les chambres. Cela se passait comme ça depuis mon arrivée en septembre 2013. Dès le premier jour, elle a crié sur moi, sans raisons. Donc, le travail était mentalement difficile à faire, au-delà de la fatigue physique. »

Camille (conseillère juridique) : « Les personnes concernées n'ont pas le même employeur que celles qui travaillent directement pour l'hôtel. Cela pose problème. Par exemple, lorsque nous avons fait grève durant 13 jours en avril 2016, cela a trainé parce que, même si on restait tous les jours devant l'hôtel, la direction nous répondait qu'elle n'était pas l'employeur et qu'il fallait aller devant la société de nettoyage (au fin fond d'une zone industrielle en région parisienne). Mais finalement, la grève a porté ses fruits une fois que la direction de l'hôtel a pris les choses en main.

Par ailleurs, les avantages dont disposent les salariés travaillant directement pour l'hôtel ne sont pas les mêmes. Par exemple, la prime de panier, que nous avons obtenue suite au dernier accord, est prévue par la convention collective de l'hôtellerie et est donc de droit pour les salariés de l'hôtel. Mais comme les salariées en sous-traitance sont rattachées à la convention collective du nettoyage, elles n'y ont pas le droit automatiquement et ne l'ont obtenue que par les grèves.

Il faut donc faire pression à la fois sur l'hôtel et sur l'entreprise de nettoyage. A Marseille, comme partout ailleurs, ce système de sous-traitance est très répandu.

Patricia : « Vis-à-vis de nos luttes, les salariés travaillant directement pour l'hôtel nous ont apporté un soutien moral, mais ils n'ont pas fait plus, comme cela s'est vu ailleurs. »

Patricia explique comment elle a adhéré au syndicat : « Par le biais d'une distribution de tracts, nous avons pris connaissance de l'existence du syndicat. On y est donc venu une première fois afin de mieux comprendre ce qu'il pouvait faire, dans l'idée de faire respecter nos droits. Depuis, nous avons organisé des manifestations, des grèves. A la première grève, j'avais peur de la façon dont les choses allaient se dérouler le lendemain et les jours suivants. Nous avons ramené la banderole, etc., mais je me disais «demain je me ferai tuer» (rires). J'avais peur mais on le faisait quand même ! »

L'entreprise a tenté de licencier Patricia mais le syndicat l'a défendu. [...]

Patricia : « [...] je sais qu'il y a des filles qui sont vraiment mal payées, mal traitées, agressées verbalement, sans même avoir de matériel correct pour travailler, et qui continuent à faire des heures sup non payées tous les jours. Je le vois aussi avec le syndicat, puisque nous avons eu depuis l'occasion de rester devant quelques hôtels afin de distribuer des tracts pour essayer de faire venir les filles qui ont des problèmes, si elles le veulent. Pour la plupart d'entre elles, c'est bien pire qu'au Massalia. Depuis un an et demi, le nombre de personnes intéressées par le syndicat grimpe beaucoup, c'est un succès. Le bouche à oreille porte ses fruits. »

Très brefs bilan des luttes (mars-juillet) contre la loi travail El Khomri

Un premier facteur, renforcé par une loi sur l'état d'urgence après les attentats islamistes de novembre 2015, est la tactique systématique des forces policières (sur ordre du ministère de l'Intérieur) d'imposer la peur chez les manifestants par plusieurs méthodes. Charger à la matraque des groupes pacifiques composés des personnes âgées et des femmes, des badauds ou des piétons, et jeter des grenades asphyxiantes. Moins violente est la tactique de bloquer quelques centaines de manifestants pendant 4 ou 6 heures à un endroit (sans le droit d'aller des aux toilettes), sous le prétexte que la circulation n'a pas été encore rétablie.

Un second facteur est qu'entre le 9 mars et le 14 juin il y a eu 10 manifestations, sans propositions claires d'une autre sorte de pression. Mais, parallèlement, on a eu le paradoxe de pas mal de grèves fortes dans les chemins de fer, l'enseignement, les raffineries de pétroles et les centrales nucléaires. Presque toutes offraient la possibilité de paralyser et même de saper la vie économique du pays. Et toutes se faisaient sans coordinations, avec des calendriers différents, à cause de l'objectif évident des états majors syndicaux de faire semblant de combattre la Loi travail sans menacer le gouvernement (source de tellement de subsides pour renflouer les trésoreries des grandes centrales syndicales).

C'est ce qu'a été jusqu'à maintenant la tactique de la CGT et de plusieurs partis de gauche pour étrangler la protestation sociale – inappropriée pour leur rôle de gestion prétendument anti néo libérale - et d'opposition catégorique, inflexible, indomptable face aux politiques des entreprises.

Après les vacances d'été, malgré des tentatives pour relancer la dynamique sociale, il semble nécessaire de réfléchir et d'approfondir les perspectives qui sont apparues et qui sont encore frêles.

Un regroupement horizontal depuis le syndicat des Imprimeries parisiennes, encore dans la CGT, et l'autre appelé « On bloque tout » ; le mouvement multiforme de Nuit debout.

Il est probable que tant que la Loi travail sera en vigueur il y aura une forte résistance face à toutes propositions d'écarter les luttes pour renforcer l'unité contre le terrorisme, ou les élections présidentielles, ou le péril d'une vague fascisante du "Front national".

Une fois de plus la lutte sociale, la profonde misère économique et morale ont brisé le prétendu endormissement des masses et l'hypothèse du besoin des orientations d'un grand parti de gauche.